



Depuis mardi, trois hélicoptères – dont deux de l'armée – font des rotations pour amener de l'eau aux alpages les plus reculés du canton de Fribourg.

Un ballet d'hélicoptères pour sauver les vaches fribourgeoises

Sécheresse Face à une canicule historique, le canton de Fribourg a fait appel aux forces aériennes pour acheminer 160'000 litres d'eau aux troupeaux. Reportage au lac Noir.

Thibault Nieuwe Weme

Là-haut sur la montagne, l'était une grosse chaleur. Voilà des semaines que les éleveurs fribourgeois regardent ce ciel d'un bleu impitoyable: pas un nuage à l'horizon pour soulager leurs alpages assoiffés. Privés d'eau, les troupeaux s'épuisent, menaçant un retour prématuré en plaine. Un scénario catastrophe pour le monde agricole, alors contraint de taper dans les stocks d'hiver ou d'importer du fourrage à prix d'or.

Pour garder le bétail en altitude, la seule option reste le ravitaillement par les airs. Mais l'aide civile est débordée. Mardi, face à la détresse de nombreux éleveurs, le Canton de Fribourg a envoyé un SOS à l'armée pour sauver ses alpages les plus reculés en Gruyère, Singine et Veveyse. Le décret de cette «situation particulière», en vigueur jusqu'au 31 août, permet de faire décoller les Super Puma de la Confédération.

Huit alpages hydratés en urgence

Face aux nombreuses sollicitations médiatiques, un point presse a été organisé au Campus du lac Noir ce jeudi. Sur le tarmac gazonné où ont lieu les vols de démonstration, le vrombissement des pales d'hélicoptères couvre à peine le tumulte de la quinzaine de journalistes dépêchés sur place. Les photographes se bousculent pour monter à bord des appareils, tandis que les autres reporters tendent leurs micros aux intervenants restés au sol, les cheveux balayés par le souffle des pales.

La sécheresse qui frappe la Suisse est «plus sévère» qu'en 2022 ou 2015; «elle ressemble plutôt à celles de 1976 ou 2003»,

précise d'emblée Christophe Bifrare, chef de l'état-major cantonal de protection de la population. «Grâce à l'appui de l'armée, nous n'avons pas eu besoin de prioriser les demandes: huit alpages fribourgeois – sur les 22 éligibles – ont pu être approvisionnés en seulement trois jours d'opération.»

Mais le répit pourrait être de courte durée. Pour limiter les coûts, la plupart des citernes n'ont pas été remplies à ras bord. Nombre d'exploitants préfèrent spéculer sur l'arrivée prochaine de la pluie, rendant possible «une nouvelle opération aux alentours du 15 août», poursuit Christophe Bifrare.

L'aide militaire «allégera la facture»

Les besoins oscillent entre 5 et 120 m³ selon la taille de l'alpage. Carte sous les yeux, Pierre Burton, chef de la Protection civile, détaille le dispositif: «Nous avons identifié trois sites de pompage: les lacs de Montsalvens, de Lessoc et le lac Noir.» D'ici à vendredi après-midi, «les deux Super Puma de l'armée auront distribué 100'000 litres pour une centaine de rotations». En comptant les trajets pris en charge par l'hélicoptère civil, ce sont «environ 160'000 litres qui auront été acheminés par les airs».

Alors que les pâturages de plaine sont jaunis par la chaleur, la montagne offre encore de l'herbe en suffisance, mais manque cruellement d'eau pour étancher la soif du bétail. Là-haut, la baisse de la production laitière se fait déjà sentir. Jean-François Borcard, président de la Société fribourgeoise d'économie alpestre, salue l'intervention militaire: «Un grand merci à l'armée, son aide permet-

tra de réduire un peu la note.» Si le coût exact de l'opération n'est pas encore connu, l'égalité de traitement reste garantie pour les agriculteurs. Grâce à un pot commun, tous paieront le même tarif, peu importe que l'eau leur ait été acheminée par un appareil civil ou un hélicoptère de l'armée.

Le brigadier Yves Charrière souligne quant à lui la réactivité des troupes: «Demande arrivée le 3 août, prestation délivrée dès le 4 août. Tant mieux si la facture des agriculteurs baisse grâce à nous, mais ce n'est pas notre objectif de base. On repartira dès qu'on n'aura plus besoin de nous.»

«On ne se marche pas sur les pieds»

D'ailleurs, comment se passe la cohabitation entre l'armée et le privé, alors que la première doit veiller à ne pas faire de l'ombre au second? Stéphane Thomann, directeur de base chez Swiss Helicopter, se montre beau joueur: «C'est une très bonne collaboration, nous sommes complémentaires et nous ne nous marchons pas sur les pieds.»

Si le Super Puma de l'armée peut transporter 2500 litres par voyage, soit le double qu'un Écureuil, ce dernier s'impose lorsque la cuve à livrer se limite à un carré de 50 centimètres de côté. Dans tous les cas, «nous cherchons à optimiser les trajets, sachant qu'une minute de vol coûte entre 43 et 45 francs pour des rotations de 4 à 6 minutes», précise le pilote.

Initialement prévu dans le lac Noir, le pompage a été annulé par le Canton pour préserver la faune et la flore alpestre. L'eau est donc prélevée sur le réseau. Au sol, le «Bambi Bucket», ce grand sac souple suspendu

sous le ventre de l'hélicoptère, est donc rempli au tuyau.

Le réchauffement climatique est sur toutes les lèvres. Que faire si cette situation exceptionnelle devient la norme, été après été? Les alpages d'altitude ont-ils seulement un avenir? «C'est justement le manque d'exploitation des alpages qui est dangereux: quand l'herbe n'est pas mangée et qu'elle sèche sur place, elle devient un combustible idéal pour les départs d'incendie en été, et augmente le risque d'avalanche en hiver», alerte Sabine Müller, directrice adjointe de Grange-neuve, l'institut cantonal d'agriculture.

Vers de futurs arbitrages pénibles

Enfant, Jean-François Borcard a connu la sécheresse de 1976. Mais le phénomène prend désormais une autre tournure: «La situation empire avec le manque d'enneigement en hiver, qui empêche le rechargement des sources.» Une répétition des crises imposerait selon lui de revoir un modèle jusqu'ici «pensé uniquement pour l'urgence».

Face à certaines critiques sur l'empreinte carbone des hélicoptères, mobilisés pour traiter les effets du réchauffement qu'ils contribuent paradoxalement à alimenter, Christophe Bifrare rappelle que l'essentiel est de parer à l'urgence. Tout en reconnaissant que cette crise préfigure probablement de futurs arbitrages pénibles: «D'ici à quinze ans, la pression sur les ressources imposera plus souvent de trancher entre agriculture, industrie et ménages.» Il conserve néanmoins sa confiance envers le monde agricole, qui «fait preuve de résilience depuis des siècles».